

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CBC (ex DKER TRAITEMENTS DE SURFACES)

ZAC La Patinière
38430 Saint-Jean-de-Moirans

Références : 2023-Is038T4
Code AIOT : 0006103126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement CBC (ex DKER TRAITEMENTS DE SURFACES) implanté ZAC La Patinière 38430 Saint-Jean-de-Moirans. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CBC (ex DKER TRAITEMENTS DE SURFACES)
- ZAC La Patinière 38430 Saint-Jean-de-Moirans
- Code AIOT : 0006103126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chromage BRIZARD CHARVET (CBC), anciennement DKER, effectue sur son site de Saint-Jean-de-Moirans des opérations de traitement de surface par immersion. Différentes cuves se répartissent ainsi au sein des 4 lignes de traitement du site.

- Chaîne "Nickelage" (traitement de pièces en aluminium),
- Chaîne "Zingage" (traitement de pièces en acier),
- Chaîne "Argenture" (traitement de pièces en cuivre),
- Chaîne "Multi-traitements" - nickel, cuivre, étamage (traitement de pièces en cuivre).

L'intégralité des traitements sont effectués par immersion (bains). Chaque ligne comprend une étape de dégraissage (soude), un décapage pour supprimer les oxydes, le traitement et une étape de finition (passivation blanche ou grisée).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des risques de pollutions accidentelles,
- Produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/03/2018, article 2	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et III	/	Sans objet
8	Suites inspection de 2018 – Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
9	Suites inspection de 2018 – Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 2 point 5.3.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection des installations classées formule 4 demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2565-2 – Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 26 400 L (A) 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant 4110-2a – 4110. Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 4,3 t (A) 2. Substances et mélanges liquides. 4130-2b – Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. 3,4 t (D)
Constats : L'exploitant ne fait état d'aucune modification concernant les volumes des activités classées exercées sur le site. Concernant la rubrique 2565-2, les volumes des cuves affectées aux opérations de traitement de surface sont inchangés. Concernant les rubriques 4110-2 et 4130-2, les quantités maximales de substances et mélanges dangereux susceptibles d'être stockées sont inchangées.
Observations : Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription applicable aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées : Concernant l'état des stocks : Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : Interrogé sur l'état des stocks, l'exploitant a présenté un document intitulé « répertoire des produits » sur lequel la date de mise à jour est précisée: 20 juin 2014. Ce fichier récapitule les quantités maximales susceptibles d'être stockées. Il ne s'agit pas d'un état représentatif des quantités de produits dangereux réellement présentes sur le site. L'exploitant indique que la mise en place d'un suivi des stocks en continu lui paraît difficile à mettre en place. Il précise que les quantités de produits dangereux effectivement présentes sur le site sont bien moindres que les maxima repris dans le tableau des activités. Concernant la fréquence des mouvements de produits, il indique qu'en moyenne, il reçoit une livraison par mois. La quantité de chaque livraison est, au maximum, d'une palette.
Observations : Demande d'action corrective n°1 : Comme discuté le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous 3 mois un suivi des stocks de matières dangereuses. L'exploitant conserve uniquement des substances et mélanges dont le stockage est classé en raison de la toxicité. Il pourra donc faire un suivi global de la quantité totale de produits stockés ; Le protocole suivant est proposé : 1. Calculer le volume total de produits toxiques sur le site, 2. Mettre en place d'un registre des entrées/sorties à remplir à chaque livraison / sortie de produit, 3. Réaliser d'un comptage annuel pour « recalcr » les résultats du suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Il n'a pas été relevé de non conformité sur l'étiquetage des contenants commerciaux des produits vus dans le stock. L'étiquetage des bacs et autres petits contenants situés dans l'atelier est insuffisant. L'exploitant souligne les difficultés rencontrées pour fixer durablement les fiches d'identification sur les cuves. Au bureau, l'exploitant a présenté des fiches plastifiées destinées à être apposées sur les cuves de traitement de surface.
Observations : Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant poursuit la démarche qu'il a engagée de lui-même en mettant en place les étiquettes sur les cuves sous 3 mois. Les autres contenants doivent aussi être étiquetés lorsqu'ils contiennent des produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant a présenté un répertoire informatique rassemblant les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site. L'examen par sondage à partir du répertoire des produits présentés n'a révélé aucune FDS manquante. Les fiches suivantes ont été réclamées et présentées par l'exploitant : Acide borique, Cyanure Argent simple, Sulfate de Nickel. Les dates de ces FDS étaient les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Acide borique : 2012,• Cyanure argent simple : 2010,• Sulfate de Nickel : 2014. Ces FDS sont atérieures à 2020. Elles doivent donc être considérées comme obsolètes. Concernant la mise en œuvre des prescriptions de la FDS, l'exploitant rappelle le nombre important de produits différents mis en œuvre sur le site. L'exploitant opte pour une approche globale : Une formation au risque chimique est dispensée auprès des opérateurs. La présence d'extincteur à poudre, requis selon la FDS du cyanure argent simple, a été constatée.
Observations : Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant doit mettre à jour les fiches de données de sécurité (FDS). Les fournisseurs des produits concernés sont tenus de remettre la FDS à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de la rétention principale que constitue la partie basse du bâtiment est de 81 m³. Son volume est suffisant au regard du volume total des bacs qui est de 54,7 m³.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une première rétention spécifique est dédiée aux cuves 3c et 1c (volumes respectifs 2 m³ et 1 m³) qui contiennent des composés cyanurés. Son volume est de 2,12 m³. • Une deuxième rétention spécifique est dédiée à la ligne argenture qui met en œuvre des composés cyanurés. Son volume est de 1,35 m³. Le volume total des bacs associés à cette rétention est de 4,6 m³. Le volume total des bacs actifs seuls est de 2,9 m³. • Une troisième rétention est positionnée sous les cuves 25, 26, et 27. Elle pallie le caractère dégradé de la résine du caniveau à cet endroit. Son volume n'a pas été précisé.
<p>Observations :</p> <p>Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Le dispositif de rétention principal est une cuvette en béton revêtue d'une résine. Cette résine est altérée par endroits, ce point avait été relevé lors d'une inspection précédente. L'exploitant a mis en place une rétention supplémentaire à l'intérieur de la première, au niveau de la zone la plus critique à ce niveau. L'exploitant déclare que des entretiens et des réparations ponctuelles de la rétention principale ont été réalisés dans les rétentions mais il n'est pas en mesure de présenter un suivi de ces opérations. Lors de la visite des installations, il a été relevé que des résidus s'accumulent dans certaines parties des rétentions. Cette problématique est liée aux difficultés d'accès à certaines zones. Par exemple, le problème a été relevé sous la cuve 1A.
Observations : Demande d'action corrective n°4 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre de mettre en place un suivi des opérations d'entretien des rétention et de conserver les justificatifs des actions réalisées à disposition de l'inspection des installations classées. Il paraît opportun de consacrer au moins une journée par an au nettoyage des rétentions, y compris sur les zones les moins accessibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Deux types d'incompatibilités sont à surveiller sur le site. L'incompatibilité critique est celle entre les composés cyanurés et les acides. Elle est prise en compte notamment par l'existence de dispositifs de rétention dédiés aux cuves contenant des produits cyanurés. Une autre incompatibilité existe entre les acides et les bases mis en œuvre sur le site. L'exploitant a montré qu'il avait connaissance des risques associés.
Observations : L'inspection des installations classées retient que l'exploitant a bien relevé des principaux risques liés à l'incompatibilité entre certains des produits utilisés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suites inspection de 2018 – Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Autre, Risque de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. DAC n°5 : L'exploitant présentera des modalités transitoires de confinement des eaux d'extinction dans les limites du site. Au minimum, ces mesures incluront la pose d'un dispositif d'obturation (vanne, ballon d'obturation) sur le collecteur juste avant le rejet dans la Morge.
Constats : L'exploitant a présenté le dossier d'installation définitif d'un système appelé « Telestop » qui est composé d'un obturateur (ballon) et d'une cartouche d'air comprimé. L'obturation peut être déclenchée par le bouton coup de poing ou à distance via une application dédiée. Lors de la visite terrain, le dispositif a pu être examiné.
Observations : L'exploitant a mis en place un dispositif qui permettrait de retenir sur le site les eaux d'extinction. Cela constitue un progrès notable par rapport à la situation antérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 2 point 5.3.2.2
Thème(s) : Autre, Risque de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts soient tenus en état constant de propreté, - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés ; ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées, - les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. <p>DAC n°6 : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'état de propreté de la zone de stockage des déchets et l'absence de risque de pollution des eaux superficielles.</p>
<p>Constats : Au moment de la visite, la zone de stockage des déchets était propre. Aucun déchet n'était sur le sol et les bennes étaient correctement fermée.</p> <p>Cela constitue une amélioration notable depuis la dernière visite.</p>
<p>Observations :</p> <p>Depuis la visite précédente, l'exploitant a nettement amélioré l'état de propreté de la zone de stockage des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet